

NIGER

# Plan de priorisation des interventions du site urbanisé de Diffa et de ses environs

Rapport d'évaluation des besoins  
et planification des interventions

Septembre 2019



# Analyse des besoins et plan de priorisation des intervention du site urbanisé de Diffa

## Introduction

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a initié à partir de 2014-2015 une dynamique d'appui à l'urbanisation dans la région de Diffa. Le site de la ville de Diffa a été développé à partir de 2017 dans le cadre d'un projet de réponse « hors camp ». Il constitue un nouvel espace de vie urbaine qui accueille des populations affectées par la crise de déplacement, au cœur même du tissu urbain de Diffa. En effet, la ville de Diffa a été et demeure très affectée par la crise de déplacement de populations qui sévit depuis 2015, et doit répondre à l'enjeu d'une demande croissante en services de base et en logements, alors que les équipements socio-communautaires et opportunités économiques sont insuffisants. La Mairie de Diffa reconnaît que la sécurité, la cohésion sociale, et l'adaptation aux changements climatiques ont émergé comme de nouvelles priorités pour le développement communal<sup>1</sup>, venant s'ajouter aux impératifs de fourniture de services de base et de promotion des filières économiques locales.

### Une analyse de la fourniture et de l'accès aux services de base...

Dans le cadre d'un projet d'appui à la résilience communautaire mené par le consortium d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) ACTED, Concern Worldwide, Welt Hunger Hilfe (WHH) et IMPACT Initiatives, - complémentaire de l'intervention du HCR sur le site urbanisé- une évaluation territoriale des besoins a été réalisée. La méthodologie a consisté en des ateliers de cartographie participative avec des occupants du site, pour identifier les services de base les plus utilisés pour l'accès à l'éducation, la santé, les marchés et l'eau. Les gestionnaires de ces services ont été interrogés, ainsi que leurs usagers. Sept groupes de discussion avec différentes catégories d'occupants ont été réalisés pour analyser les processus d'installation sur le site. Les données issues de cette collecte sont indicatives.

### ... Pour informer des stratégies de développement local adaptées au site...

Cette évaluation, dont les résultats sont présentés dans la première section, a été suivie par un processus de planification participative réunissant tous les acteurs locaux, publics et de l'aide impliqués dans le développement de ce site. Le plan de priorisation des interventions, présenté dans la deuxième section, constitue une feuille de route pour la mise en œuvre concertée et coordonnée d'interventions qui répondent directement aux besoins au niveau du site et de son environnement immédiat.

<sup>1</sup> Mairie de Diffa, Termes de référence relatif à la replanification du PDC de la commune urbaine de Diffa, 2019

Carte 1 : Localisation de la commune de Diffa dans la région de Diffa, Niger



### ... Et aux objectifs de développement communal

Le présent rapport d'évaluation et de planification s'attache à concilier des stratégies concrètes, localisées et basées sur une analyse robuste des besoins avérés localement, avec les orientations plus larges du développement communal. Les acteurs de l'aide et du développement peuvent donc se conformer à ce plan de priorisation pour guider leur programmation. Les besoins d'investissement sont estimés à plus de 1,000,000,000 XAF<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Voir p. 18 à 27

# EVALUATION TERRITORIALE DES BESOINS

---

## Analyse de la fourniture et de l'accès aux services de base accessibles aux occupants du site urbanisé de Diffa

Juin 2019



## Introduction

### Contexte de l'étude

#### *La crise de déplacement à Diffa*

Depuis le mois d'avril 2013, le nord-est du Nigeria fait face à une escalade de violence due à l'insurrection du groupe Boko Haram. Le conflit s'est progressivement aggravé en février 2015, où des membres du groupe armé ont traversé la frontière pour cibler directement le Niger. Les attaques récurrentes ont déstabilisé les autorités locales et engendré d'importants déplacements de population dans la région de Diffa. En 2018, on estimait que 250 000 personnes étaient déplacées<sup>1</sup>. L'enlisement du conflit qui a entraîné le maintien, depuis 2015, d'un état d'urgence<sup>2</sup>, contribue à affaiblir les perspectives de retour des populations déplacées, alors qu'on constate qu'elles se regroupent progressivement dans des familles d'accueil ou autour de villes disposant d'un meilleur accès à des services de base que les sites de déplacés. La pression sur les équipements socio-communautaires, et par effet de rebond, sur la capacité des autorités locales à gérer les services communaux, s'amplifie donc<sup>3</sup>. En effet, la capacité des collectivités territoriales à investir dans des services de base pour répondre aux besoins croissants des populations est en décalage avec les prescriptions du cadre juridique de la décentralisation<sup>4</sup>. De plus, la fragilité

économique maintient les populations déplacées dans des conditions de logement précaires. Parallèlement, l'urgence humanitaire laisse progressivement place à des initiatives de relèvement, ciblant une intégration ou une réintégration durable des populations affectées par la crise dans le tissu économique local, un meilleur accès aux services de base, et un appui à la gouvernance locale.

#### *Des solutions de résilience hors camp*

C'est dans ce contexte que le HCR met en œuvre depuis 2017, avec des organisations partenaires, un projet d'urbanisation dans 7 des 12 communes de la région de Diffa. Ce projet, intitulé *Kallo Tchidanio*<sup>5</sup>, et financé par le fonds fiduciaire de l'Union Européenne, a pour objectif de fournir un accès au logement durable pour 4 000 ménages affectés par le déplacement (retournés, réfugiés, déplacés ou ménages hôtes vulnérables) à l'horizon fin 2020. Cette initiative se traduit par l'allotissement d'un site urbanisé dans chaque commune, composé de parcelles destinées à l'habitat résidentiel pour les ménages affectés par le déplacement, ainsi que de parcelles destinées à la vente et aux communautés hôtes; et la construction de logements sur les parcelles destinées aux ménages affectés par le déplacement ciblés par le HCR. L'objectif visé est de développer des solutions durables de logement pour les populations affectées par le déplacement,

et de renforcer la mobilisation des ressources pour les communes via la vente de parcelles. Un approvisionnement en eau et la formation de jeunes issus des communes cibles en techniques de construction sont également prévus.

L'amélioration de l'accès aux services de base pour les populations destinées à vivre sur les sites, la promotion de leur sécurité alimentaire, du développement économique local et de la gouvernance décentralisée font l'objet du projet *Shimodu*<sup>6</sup>, directement complémentaire de l'initiative menée par le HCR, et également financé par le fonds fiduciaire de l'Union Européenne. Ce projet est mis en œuvre par le consortium d'ONG composé de ACTED, Concern Worldwide, Welt Hunger Hilfe et IMPACT Initiatives (à travers l'initiative AGORA), de 2019 à 2021. Les interventions du consortium d'ONG ciblent les sites déjà allotis et aménagés dans le cadre du projet *Kallo Tchidanio* et dont les occupants sont installés ou en cours d'installation.

La complémentarité des projets *Kallo Tchidanio* et *Shimodu*, ainsi que les interventions d'autres partenaires doivent permettre aux acteurs locaux de concevoir et de concrétiser des stratégies de développement intégrées pour chaque site urbanisé. Ces sites visent à devenir des espaces de vie, où les habitants ont accès aux services de base.

### Justification de l'étude

Les stratégies d'intervention des partenaires nécessitent une lecture fine des caractéristiques des territoires urbains ou péri-urbains dans lesquels les sites s'inscrivent. En effet, les contraintes et opportunités propres à chaque site invitent à des réponses différenciées et concertées. AGORA a donc réalisé une évaluation territoriale dans le cadre du projet *Shimodu*, dans le but d'informer les stratégies de tous les acteurs intervenant sur les territoires des sites urbanisés. L'évaluation propose une analyse des facteurs d'attractivité de ces sites, particulièrement en termes d'accès aux services de base. Cette analyse tient notamment compte des capacités actuelles des services, des opportunités économiques existantes, ainsi que des priorités de développement énoncées dans les Plans de Développement Communaux (PDC) de chacune des communes concernées.

#### *Informer les actions déjà engagées*

Dans un premier temps, cette évaluation est destinée à éclairer les opportunités de réponse adaptées à chaque site dans le cadre des projets *Kallo Tchidanio* et *Shimodu*.

<sup>1</sup> Les acteurs communaux, régionaux, la société civile, les partenaires de mise en œuvre que sont les ONG de relèvement et de développement, les partenaires techniques et financiers.

<sup>2</sup> Dont 118 868 réfugiés, 25 731 retournés, 104 288 déplacés internes, Direction Régionale de l'Etat Civil, des Réfugiés et des Migrations, Juillet 2018

<sup>3</sup> Au moment de la collecte des données de l'évaluation, l'état d'urgence n'était pas encore assoupli. Depuis le 13 mars 2019, l'interdiction ciblant la pêche et la culture du poivron a été levée, permettant d'envisager une reprise économique dans ces secteurs de production traditionnellement importants dans la région.

<sup>4</sup> ACTED, Enquête préliminaire sur les sept sites d'urbanisation de la région de Diffa, Appraisal Monitoring and Evaluation, Février 2018

<sup>5</sup> La loi n°2002-013 du 11 juin 2002 portant transfert de compétences aux régions, départements et communes précise les compétences des collectivités territoriales.

<sup>6</sup> « Construisons ensemble » en langue Kanouri, et dont l'intitulé officiel est « Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa »

<sup>7</sup> « Aider à se relever » en langue Kanouri, et dont l'intitulé officiel est « Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger »

## Dessiner, de manière concertée, l'avenir des sites

Dans un second temps, les résultats informeront la planification d'interventions prioritaires dans chaque site. Cet exercice permettra aux acteurs du territoire de concevoir des stratégies claires pour guider le développement de ces nouveaux espaces de vie. Tous les acteurs de ces territoires<sup>6</sup> seront invités à collaborer pour faire émerger des stratégies d'actions concrètes et séquencées pour répondre aux besoins, mobiliser les ressources et l'expertise nécessaire au développement à long-terme des sites urbanisés, et en coordonner la mise en œuvre.

## Localités de l'évaluation

### Des communes prioritaires

Les communes initialement ciblées par le projet d'urbanisation dans la région de Diffa sont les communes de Diffa, Chétimari, N'guigmi, Toumour, Kablewa, Mainé Soroa et Gueskéro. A la date de lancement du projet *Shimodu*<sup>7</sup> quatre des sept communes d'intervention visées par le projet *Kallo Tchidani* avaient significativement avancé dans l'aménagement et la construction des logements sur les espaces lotis des sites urbanisés. Il s'agit des communes de Diffa, Chétimari, Mainé Soroa et N'Guigmi, où tout ou partie des maisons sont construites et où une partie des bénéficiaires sont

installés sur le site. Dans les communes de Gueskéro, Kablewa et Toumour, les constructions restant à démarrer, les futurs occupants ne sont pas encore installés. Ce premier cycle d'évaluations territoriales se focalise donc sur les sites d'intervention prioritaires du projet *Shimodu*, soit les sites des communes de Diffa, Chétimari, Mainé Soroa et N'Guigmi.

### Des sites proches du tissu urbain des chefs-lieux

La majorité des sites sont construits ou planifiés à proximité immédiate des centres urbains des chefs-lieux des communes. Aussi, l'évaluation tient compte d'un certain nombre de services urbains accessibles depuis les sites et d'opportunités économiques pouvant être exercées en dehors des sites.

### Le site de Diffa et son environnement

#### Caractéristiques principales de la commune de Diffa

La commune urbaine de Diffa est située dans la Région de Diffa, et le Département de Diffa, à l'extrême Sud-est du Niger sur la route Nationale N°1, à 1 360 km de Niamey. Elle s'étend sur un rayon de 20 km de part et d'autre du centre urbain. La ville de Diffa est le chef-lieu de trois circonscriptions administratives

(Région, Département et Commune). Elle renferme tous les services déconcentrés de la Région de Diffa et du Département de Diffa. Elle est le lieu d'exercice du pouvoir déconcentré (Gouverneur et Préfet) et des pouvoirs décentralisés (Maire et Conseil Régional).

La Commune partage une frontière avec le Nigeria sur plus de 20 km, matérialisée par la rivière Komadougou-yobé. Cette situation lui confère une position stratégique en matière d'échanges économiques et culturels, mais l'expose aussi aux risques d'insurrection par les éléments armés. L'insécurité est en effet considérée comme l'une des principales menaces pour le développement communal<sup>8</sup>.

La commune compte une population estimée à 45 000 habitants<sup>9</sup>, mais, au cours des cinq dernières années, les réalités démographiques et socio-économiques dans la commune ont fortement changé en raison d'une crise de déplacement de grande envergure. La commune de Diffa abritait 7 sites de déplacés regroupant près de 16 884 personnes en juillet 2018<sup>10</sup>. Face à la recrudescence récente des violences et aux nouvelles vagues de déplacement, l'initiative d'urbanisation « hors camp » apparaît comme une réponse adaptée aux faibles perspectives de stabilisation à moyen terme.

### Le site urbanisé de Diffa

Le site urbanisé de Diffa est situé à environ 1 km au nord en dehors du centre urbain de Diffa. Il est composé de deux périmètres voisins et ayant fait l'objet d'opérations d'allotissement distinctes<sup>11</sup>. L'accès aux services de base y est relativement contraint car les espaces mobilisés pour le site n'étaient pas préalablement habités. Le site comprend une surface totale de **115 hectares**, et s'articule autour d'un système mixte entre logement sociaux et propriété foncière<sup>12</sup>, par lequel **2 118 parcelles constructibles** sont alloties, dont la moitié revient directement à la Mairie, une partie revient aux propriétaires terriens dont les terres ont été mobilisées, tandis que les **1037 parcelles restantes sont destinées à être aménagées pour des ménages vulnérables** (déplacés, retournés, réfugiés et non déplacés très vulnérables), qui en ont l'usus direct. Lorsqu'un ménage vulnérable quitte sa parcelle, celle-ci redevient un bien communal, que la mairie ré-attribue à un nouveau ménage vulnérable. Sur ces parcelles dites « sociales » alloties, d'une surface de 200m<sup>2</sup> chacune, **378 maisons de 34.5m<sup>2</sup> ont été construites** par l'ONG APBE, partenaire opérationnel du HCR, à partir de septembre 2018. La capacité totale d'accueil du site, tous types de parcelles confondues, est estimée à **plus de 14 000 personnes**, dont **7 259 personnes** sur les parcelles sociales<sup>13</sup>.

<sup>7</sup> 01/01/2019

<sup>8</sup> Plan de développement communal de la commune urbaine de Diffa, version révisée provisoire, 2013

<sup>9</sup> Africapolis, OECD et Sahel and West Africa Club Secretariat, 2019

<sup>10</sup> Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés (DRECM-R), Diffa, Juin 2018 <sup>10</sup> UNHCR, Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa - 'Kallo Tchidaniwo' : Construire ensemble

<sup>11</sup> ACTED, Enquête préliminaire sur les sept sites d'urbanisation de la région de Diffa, Appraisal Monitoring and Evaluation, Février 2018

<sup>12</sup> UNHCR, Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa - 'Kallo Tchidaniwo' : Construire ensemble

<sup>13</sup> A raison de 7 personnes par ménage, conformément à la moyenne nationale et observée au niveau de la population des différents sites étudiés

## Méthodologie

### Profilage socio-économique des ménages installés

Un recensement porte à porte des occupants des maisons déjà construites sur le site a été réalisé les 20 et 21 février 2019. Cette collecte a permis de fournir des informations préliminaires au sujet du taux d'occupation du site, du profil démographique des occupants et de leur accès aux moyens de subsistance.

### Ateliers de cartographie participative

L'objectif des ateliers de cartographie participative était de localiser les infrastructures de santé, d'éducation, d'accès à l'eau et les marchés accessibles depuis le site et régulièrement utilisés par ses occupants sur une carte de la ville de Diffa. Ces ateliers ont pris la forme de 4 groupes de discussion avec entre 6 et 8 occupants du site, dont deux avec des hommes et deux avec des femmes, les 6 et 7 mars 2019, et ont mené à l'identification de 40 services de base utilisés par les occupants des sites pour leurs besoins quotidiens. Ces ateliers se sont aussi révélés utiles pour cartographier les « bassins de vie » des sites urbanisés, soit l'unité de territoire cohérente au regard des pratiques quotidiennes des communautés.

### Entretiens avec les gestionnaires des services

Les équipes ont ensuite conduit des entretiens avec le(s) gestionnaire(s) de chacun des services recensés lors des ateliers de cartographie participative et effectivement opérationnels, à l'aide d'un questionnaire structuré. Ce questionnaire a permis de renseigner des indicateurs de fonctionnalité dérivés des normes applicables pour chaque secteur, à la fois en termes de standards humanitaires et de normes opérationnelles nationales<sup>1</sup>. Ces indicateurs couvrent des aspects liés au fonctionnement des infrastructures en termes de ressources matérielles et humaines, à leur accessibilité et à l'offre de services. Entre le 14 et le 15 mars 2019, les enquêteurs ont collecté des données au sujet de 34 infrastructures d'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé et aux marchés<sup>2</sup>.

### Enquêtes avec les usagers des services

Des enquêtes ont également été menées auprès des usagers de chaque service afin d'en mesurer l'attractivité et l'aire d'influence. L'aire d'influence moyenne correspond à la distance moyenne parcourue par les usagers d'un service pour s'y rendre depuis leur domicile, et est une mesure d'interprétation du rayonnement territorial d'un équipement socio-collectif donné. Au niveau de chaque service, un échantillon de plus ou moins 68 enquêtes ont été menées auprès des usagers s'y trouvant au cours d'une journée normale.

### Groupes de discussion avec les occupants des sites urbanisés

Dans le but d'analyser les facteurs incitatifs et dissuasifs à l'installation sur les sites, ainsi que de comprendre plus finement les enjeux potentiels qui se posent en termes de conditions de vie et d'accès aux services pour leurs occupants, 6 groupes de discussion ont été menés sur le site le 11 et 12 mars 2019. Réunissant entre six et huit personnes, ces groupes de discussion ont été organisés en fonction du statut d'occupation des ménages vis-à-vis du site concerné et séparés en fonction du genre. Deux groupes de discussion ont ainsi été menés auprès de bénéficiaires du programme d'urbanisation du HCR installés sur le site, deux auprès de bénéficiaires ne s'étant pas installés sur le site, deux auprès de ménages non-bénéficiaires néanmoins installés sur des parcelles sociales du site, et un auprès des ménages ayant acheté leur parcelle auprès de la mairie. Chaque groupe, à l'exception du dernier, a interrogé séparément les hommes et les femmes.

### Traitement et analyse des données

Les données obtenues à partir d'outils quantitatifs ont été nettoyées et anonymisées pour garantir la protection individuelle des répondants. L'analyse quantitative de la fonctionnalité des services a consisté à développer un système de notation, recouvrant les différents aspects de fonctionnalité des services et adapté à chaque secteur. Les indicateurs utilisés pour la notation des services de fourniture d'eau, d'éducation et de santé sont donc

issus des standards humanitaires promus par SPHERE et des standards nationaux promus par les ministères sectoriels. Ce système a permis d'attribuer un score de 0 (non fonctionnel) à 1 (parfaitement fonctionnel) à chaque service, à partir de l'analyse des données collectées auprès des usagers et des informateurs clés<sup>3</sup>. L'aire d'influence de chaque service a ensuite été calculée en effectuant une moyenne de la distance parcourue par chaque usager pour atteindre le service. La production de cartes sectorielles pour chaque site a ensuite permis de modéliser visuellement le score de fonctionnalité et l'aire d'influence de chaque service.

L'analyse qualitative des données recueillies à partir des groupes de discussion a fait l'objet d'une grille de saturation permettant la comparaison des résultats entre chaque groupe interrogé, mais aussi entre les quatre sites couverts par la recherche.

### Limites

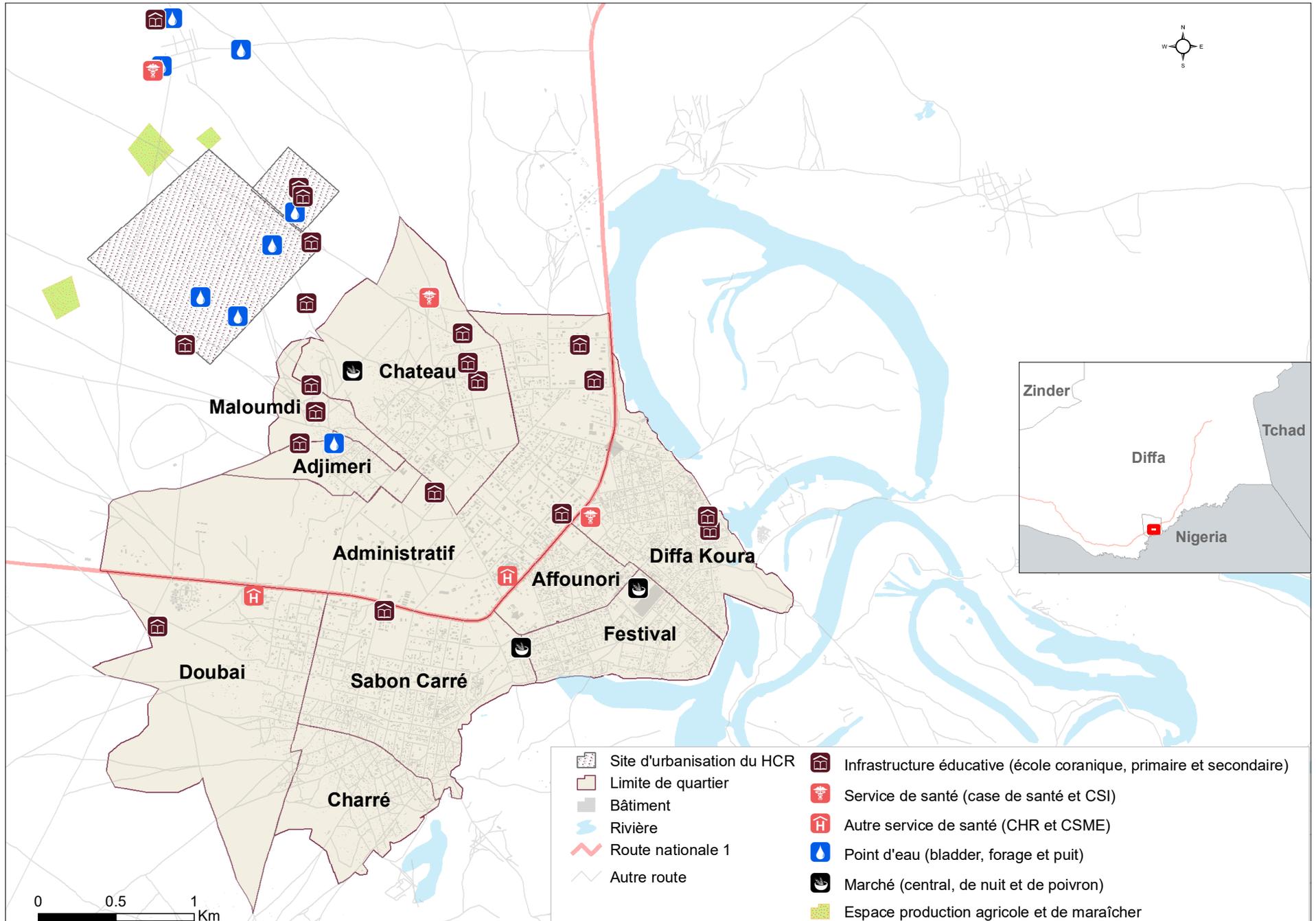
Les informations relatives aux aires d'influence sont pour partie données à titre indicatif. Certaines contraintes logistiques et d'accès n'ont pas permis de recueillir systématiquement le minimum d'enquêtes requis pour obtenir des données représentatives. Les données issues des groupes de discussions et des entretiens avec les gestionnaires des sites doivent également être considérées comme indicatives.

<sup>1</sup> The SPHERE Handbook, Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response, 2018 - République du Niger, Répertoire des normes et standards de la planification des six ministères du Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF) au Niger, 2016 - République du Niger, Ministère de la Santé Publique, Normes et standards des infrastructures, équipements et ressources humaines du système de santé, 2016 - République du Niger, Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement, Programme sectoriel eau hygiène et assainissement 2016 - 2030

<sup>2</sup> Sur les 40 infrastructures de services retenues lors des ateliers de cartographie participative, certaines n'ont pas pu être enquêtées car elles n'étaient pas fonctionnelles pendant toute la durée de l'enquête (principalement des écoles coraniques).

<sup>3</sup> Consulter la matrice de notation complète ici: [bit.ly/2XxnOxQ](http://bit.ly/2XxnOxQ)

Carte 2 : Localisation des services de base rapportés comme étant régulièrement utilisés par les occupants du site urbanisé de Diffa



## Installation et accès aux services de base

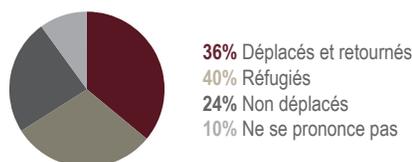
### Etat des lieux de l'occupation

Sur les 1 037 maisons prévues, 378 étaient construites fin mai 2019, et 435 abris transitionnels (Refugee Housing Unit – RHU) étaient installés sur le site urbanisé de Diffa. Le nombre d'abris transitionnels – utilisés pour loger les ménages attributaires des parcelles sociales en attente de la mise à disposition de leur maison – a été rapporté comme étant insuffisant par les ménages bénéficiaires, par comparaison avec le nombre de ménages en attente de la finalisation de la construction de leur maison. La mise à disposition de cette solution transitoire a néanmoins permis de faciliter l'installation progressive des ménages bénéficiaires en leur offrant la possibilité d'anticiper leur installation sur place, mais a aussi généré des confusions vis-à-vis du déroulement du processus. En effet, certains bénéficiaires ne s'étant pas installés sur le site pensaient que l'installation dans des abris transitionnels était une condition au démarrage des travaux de construction de la maison.

Au 21 février 2019, date du recensement conduit par le consortium du projet *Shimodu*, 201 ménages étaient effectivement installés sur le site. En moyenne, les ménages installés sur le site sont composés de 7 personnes. Au moment de l'enquête, seulement 4 des ménages rencontrés n'ont pas présenté leur acte de cession nominatif (titre foncier),

et 15 maisons étaient occupées par des ménages dont l'identité ne correspondait pas aux actes de cession présentés. Quant à eux, les ménages ayant acheté une parcelle auprès de la mairie ont rapporté rencontrer des difficultés financières pour achever la construction de leurs maisons, du fait de leurs moyens limités après la dépense importante qu'a représenté l'achat de la parcelle.

*Statut déclaré des ménages occupant le site, en proportion des ménages installés:*



### Processus d'acquisition des parcelles

Le processus d'attribution des actes de cession associés aux parcelles sociales est géré par des organes consultatifs locaux en 2018. Les bénéficiaires des parcelles sociales rapportent avoir été sélectionnés sur la base de critères de vulnérabilité incluant le statut de déplacé, l'absence de moyens financiers, ou plus spécifiquement la taille du ménage et le nombre d'enfants, ou encore le fait que le ménage soit géré par une femme.

Les ménages qui n'ont pas été sélectionnés mais qui étaient néanmoins installés sur le site se sont installés suite à un accord oral passé avec les propriétaires ou attributaires des parcelles, souvent des

proches ou des connaissances avec qui un système de rétribution informelle de l'assistance humanitaire a été négocié, comme le partage de l'aide humanitaire attendue par exemple. Le caractère précaire de cet accord explique que ces ménages aient exprimé des craintes vis-à-vis d'une potentielle éviction. Les participants hommes au groupe de discussion affirment qu'une partie des ménages est en fait bénéficiaire mais n'a pas reçu d'acte de cession, tandis que les participantes femmes ont regretté ne pas avoir eu accès à l'information au moment du processus de sélection. Tous ont néanmoins jugé bonne leur intégration sur le site.

Les ménages ayant acheté une parcelle ont mentionné des processus d'achat concomitants à la construction des maisons par le projet *Kallo Tchidano*. En parallèle du processus d'achat direct auprès de la mairie, certains ménages se sont adressés à des démarcheurs, dans le but d'acquérir une parcelle déjà attribuée à un ménage tiers. Ces acheteurs ont déclaré avoir rencontré des difficultés vis à des vendeurs de parcelles qui se sont montrés réticents à modifier le nom inscrit sur l'acte de cession. Certains cas litigieux ont été rapportés à la mairie ou à des huissiers. L'évaluation a également révélé que la majorité des ménages engagés dans le processus d'achat sont issus de la population déplacée.

L'expérience de l'installation s'est déroulée de manière positive pour la majorité des occupants, qui ont exprimé leur satisfaction.

### Conditions de vie et d'accès aux services

Les ménages installés dans des maisons définitives se sont déclarés satisfaits de la qualité de l'habitat sur le site. L'ensemble des participants aux groupes de discussion a souligné la bonne entente qui règne entre les différents groupes d'occupants (bénéficiaires, non-bénéficiaires et acheteurs) et la solidarité entre voisins.

Les participants ont toutefois relevé que l'accès aux services de base demeurerait limité, et n'était pas conforme à leurs attentes. Le manque d'infrastructures d'accès à l'eau et à l'assainissement a été relevé comme une lacune majeure. Les points d'eau disponibles sont saturés par une demande qui croît à mesure que de nouveaux ménages viennent s'installer sur le site, tandis que l'absence de latrines se traduit par la pratique de la défécation à l'air libre. Le manque de perspectives économiques, notamment la proximité d'un petit marché pour les besoins quotidiens, a été mentionné par les femmes comme une contrainte.

Trois des groupes de discussion ont également indiqué que la situation sécuritaire était précaire, et se traduisait par du banditisme et des cas de harcèlement. L'absence d'éclairage public est perçue

comme un facteur aggravant les risques de protection pour les femmes après la nuit tombée, et cet enjeu a été identifié comme parmi les lacunes les plus importantes en terme de fourniture de services sur le site. Les participants aux groupes de discussion ont également indiqué que la sécurité alimentaire pouvait être un élément problématique sur le site de Diffa, en raison de l'absence d'un marché sur le site comme de la précarité économique de la population.

### **Facteurs incitatifs et dissuasifs pour l'installation**

La perspective d'accéder à un logement stable et/ou à la propriété foncière apparaît comme le facteur ayant motivé l'installation le plus fréquemment cité par les participants. La majorité des participants ont en effet déclaré disposer de revenus trop faibles pour accéder à un logement décent en dehors de ce programme. Leur bonne appréciation des conditions résidentielles est contrebalancée par le fait que plusieurs groupes de discussion ont relevé que la petite taille de la parcelle était un enjeu car n'étant pas adaptée pour les ménages de grande taille. Les participants ont également rapporté que l'absence d'infrastructures de santé et d'éducation directement accessibles depuis les sites contribuent à dissuader les ménages de s'installer, et de s'établir durablement, sur le site. L'accès limité aux services de base apparaît comme un facteur dissuasif clé

pour les ménages ne s'étant pas encore installés à en faire la démarche, de même que pour les occupants actuels du site à y demeurer.

Les participants aux groupes de discussion ont expliqué envisager un retour vers leurs localités d'origine si le contexte humanitaire, influencé par des facteurs environnementaux et sécuritaires, venait à s'améliorer dans ces localités. Les ménages acheteurs ont acquis leur parcelle afin de s'y installer mais le manque de moyens financiers pour achever la construction fait obstacle à ce projet d'installation. Certains ont aussi le projet de louer la parcelle ou de la revendre afin d'obtenir un profit. Les ménages bénéficiaires non installés rapportent aussi le manque de moyens financiers pour assurer la construction de leur logement comme une des raisons de leur refus de s'installer. Il se pourrait qu'ils ne disposent pas de toute l'information sur le fait que la construction de la maison est prise en charge entièrement par le projet, ou bien qu'ils considèrent devoir investir dans une extension pour agrandir la surface du logement afin qu'il réponde mieux à leurs besoins, nécessitant donc un investissement de leur part.

## Education

Tableau 1 : Scores de fonctionnalité des services d'éducation pré-scolaire et primaire<sup>1</sup>:

	Locaux	Équipements	Environnement pédagogique	Fréquentation	Score total
Jardin d'enfant Diffa Koura	0.92	0.45	1.10	0.43	0.73
Jardin d'enfant du site urbanisé de Diffa	0.85	-0.20	1.10	0.77	0.63
Ecole primaire Diffa Koura	0.70	0.50	0.60	0.77	0.64
Ecole primaire Dubaï	0.60	0.20	0.07	0.03	0.23
Ecole medersa du site urbanisé de Diffa	0.60	0.30	0.60	0.77	0.57
Ecole primaire Château	0.20	0.55	0.77	0.77	0.57
Ecole primaire Boukari Sabo	0.20	0.45	0.93	0.77	0.59
Ecole primaire Maloum di	0.90	0.30	0.73	0.37	0.58
Ecole primaire Aourdi	0.70	0.35	1.10	0.23	0.60

### L'offre de services éducatifs de base

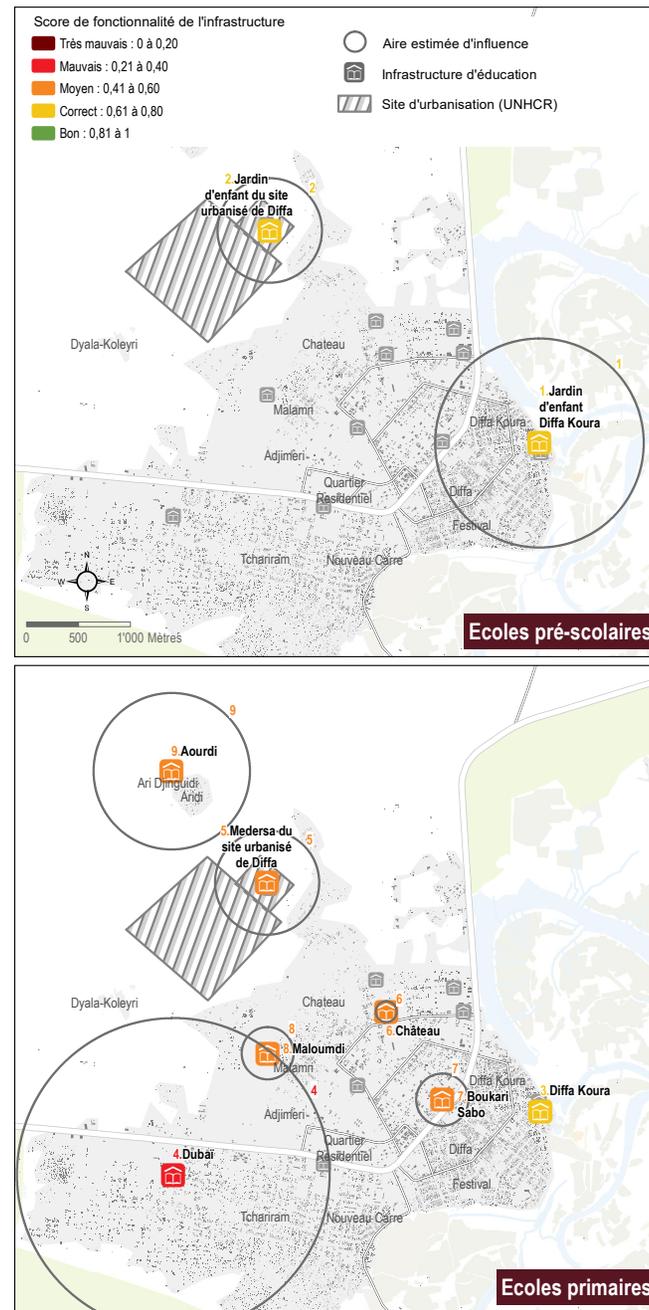
L'évaluation a porté sur 15 établissements scolaires de base que les occupants des sites avaient indiqué utiliser régulièrement, dont 9 établissements publics - qui ont fait l'objet de la notation - 4 écoles coraniques et 2 Espaces Amis des Enfants<sup>2</sup>.

L'enjeu le plus fréquemment rapporté par les gestionnaires de ces établissements est la sur fréquentation des écoles. Alors que l'effectif des élèves a systématiquement augmenté depuis la crise de 2015 dans tous les établissements préscolaires et primaires évalués, tous les gestionnaires des établissements ont souligné leur capacité à accueillir plus d'élèves, tout en relevant des besoins d'appui en réhabilitation et en équipements.

L'enseignement pré-scolaire est assuré par deux écoles pré-scolaires, ou jardins d'enfants, et deux Espace Amis des Enfants, l'un géré par l'ONG CARITAS, et l'autre par l'UNICEF. Un des jardins d'enfants est spécifiquement dédié aux usagers du site urbanisé de Diffa. Les besoins en renforcement de capacités des jardins d'enfants ont principalement trait à leur niveau d'équipement, tant sanitaire que pédagogique.

L'offre d'enseignement primaire de base accessible aux occupants des sites se partage entre sept écoles primaires, dont une seule est située sur le site urbanisé même. L'école primaire Dubaï, dont l'aire d'influence est la plus large<sup>3</sup>, est aussi celle qui offre les plus mauvaises conditions d'enseignement. Les écoles primaires ne sont pas suffisamment bien équipées. Les scores dans cette catégorie,

Carte 3 : Aires d'influence<sup>3</sup> moyennes des infrastructures éducatives de base rapportées comme étant régulièrement utilisées par les occupants du site urbanisé de Diffa, par type de structure



<sup>1</sup> La matrice de notation incluait un système de points «bonus» et «malus», ce qui explique l'occurrence de scores inférieurs à 0 ou supérieurs à 1 dans certaines des sous-catégories.

<sup>2</sup> En l'absence de recommandations applicables aux écoles coraniques et aux Espaces Amis des Enfants dans le Répertoire des normes et standards de la planification des six ministères du Programme Sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF) au Niger, 2016, ces catégories d'établissements n'ont pas fait l'objet d'une notation.

<sup>3</sup> En ce qui concerne les établissements primaires et pré-scolaires, cette information a été collectée directement auprès des gestionnaires d'établissement. Dans le cadre de la politique de protection de l'enfance observée par IMPACT Initiatives, les enfants ne sont pas inclus dans ce type d'enquêtes comme répondants.

qui recouvrent les équipements sanitaires comme le matériel d'enseignement, variant de très mauvais à moyen. La majorité des écoles primaires accueillent un effectif par classe supérieur à 45 élèves. La disponibilité du personnel encadrant titulaire est relativement meilleure à Diffa que dans les autres communes de la région, malgré des disparités importantes entre les établissements évalués. Dans 5 des 7 écoles, un besoin en renforcement de capacités du corps enseignant a été évoqué. Les compétences mentionnées pour ce renforcement relèvent de la pédagogie, de la didactique et de la psychologie infantile.

### L'offre de services éducatifs secondaires

L'évaluation a porté sur 5 établissements d'enseignement secondaire ou technique que les occupants des sites avaient indiqué utiliser régulièrement.

**L'enseignement secondaire** est assuré par deux collèges d'enseignement général (CEG), dont le premier est aussi appelé Complexe d'Enseignement Supérieur

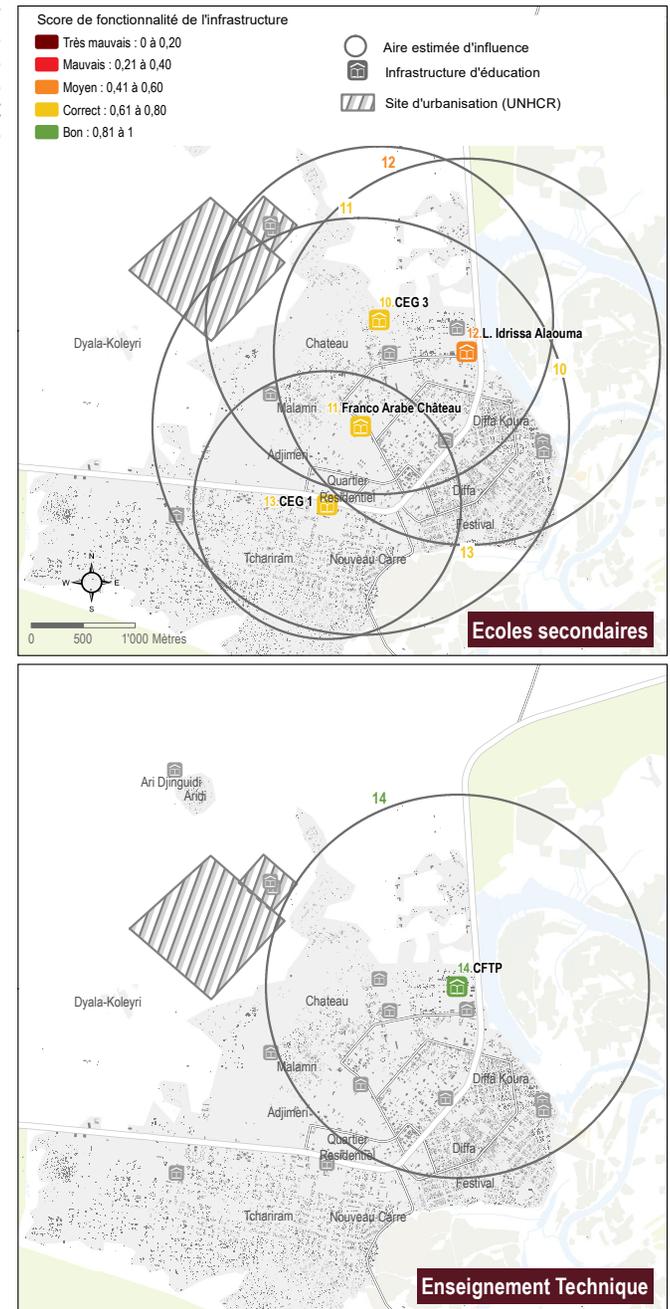
(CES), un lycée, et une école Franco-arabe à Diffa. La capacité de ces établissements à répondre à la demande varie de moyenne à correcte selon les cas. Les difficultés les plus récurrentes se retrouvent au niveau des équipements de ces structures éducatives, qui ne répondent que moyennement aux standards, en terme d'équipements sanitaires et d'enseignement. Le ratio enseignant / élèves est correct dans tous les établissements secondaires, mais un besoin en renforcement de capacité du corps enseignant est suggéré au niveau du CEG 1 et du lycée Idrissa Alaouma.

**L'offre de formation technique** proposée par le CFTP, porte sur quatre filières : le bâtiment, la construction métallique, la mécanique automobile et la menuiserie Bois. Ces filières ont été évaluées comme moyennement porteuses par une évaluation des opportunités économiques réalisée par ACTED sur la commune de Diffa en avril 2019<sup>4</sup>, et le directeur du centre a indiqué que l'insertion sur le marché du travail s'avérait difficile pour les diplômés sortants. Etant relativement récent, il ne nécessite pas de réhabilitation importante à ce stade.

Tableau 2 : Scores de fonctionnalité des services d'éducation secondaire et technique:

	Locaux	Équipements	Environnement pédagogique	Fréquentation	Score total
Collège d'Enseignement Général 3 (CEG)	0.77	0.55	0.77	0.73	<b>0.70</b>
Ecole Franco Arabe Château	0.57	0.55	0.93	0.77	<b>0.70</b>
Lycée Idrissa Alaouma	0.63	0.50	0.40	0.77	<b>0.58</b>
Collège d'Enseignement Général 1 (CEG)	0.73	0.75	0.57	0.77	<b>0.70</b>
Centre de Formation Technique et Professionnel (CFTP)	1.10	1.00	0.93	0.43	<b>0.87</b>

Carte 4 : Aires d'influence<sup>3</sup> moyennes des infrastructures éducatives secondaires et techniques rapportées comme étant régulièrement utilisées par les occupants du site urbanisé de Diffa, par type de structure



<sup>4</sup> ACTED, Evaluation des opportunités économiques dans la région de Diffa, communes de Diffa, Chétimari, N'guimi et Maine Soroa, juin 2019. La méthodologie de cette étude, qui repose sur des entretiens avec des informateurs clés avec les services techniques décentralisés concernés et des opérateurs économiques locaux, a été développée avec le soutien technique de AGORA

Tableau 3: Score de fonctionnalité des infrastructures de santé<sup>1</sup>:

	Locaux	Équipements	Personnel	Paquet minimum d'activités	Fréquentation	Score total
Case de santé Aourdi	0.71	0.00	0.20	0.46	0.67	<b>0.41</b>
CSI Château	0.40	0.69	0.78	0.31	0.67	<b>0.57</b>
CSI urbain	0.79	0.94	0.51	0.68	0.57	<b>0.70</b>

**Deux Centres de Santé Intégré (CSI) et une case de santé comme services de proximité**

L'évaluation a porté sur trois établissements de santé : le Centre de Santé (CSI) urbain de Diffa, le CSI du Château, et la case de santé Aourdi. Il s'agit des trois infrastructures de santé de proximité que les occupants du site ont indiqué utiliser régulièrement.

La case de santé présente un score de fonctionnalité moyen, dû à des carences très importantes en termes de ressources humaines et d'accès à des équipements adéquats. Malgré le fait que cette structure ne soit pas en mesure d'offrir la moitié des activités prévues au titre du Paquet Minimum d'Activités<sup>2</sup>, elle est très fréquentée. Le CSI du Château, qui est le plus proche du site urbanisé, présente un score de fonctionnalité moyen. La vétusté et l'insuffisance des infrastructures ainsi qu'un faible niveau de réalisation du Paquet Minimum d'Activités sont les principaux enjeux auxquels ce CSI est confronté. Le

CSI urbain offre de meilleures conditions d'accès aux soins, avec notamment un bon niveau d'équipement. L'enjeu principal rencontré par ce centre a trait à l'insuffisance de personnel médical.

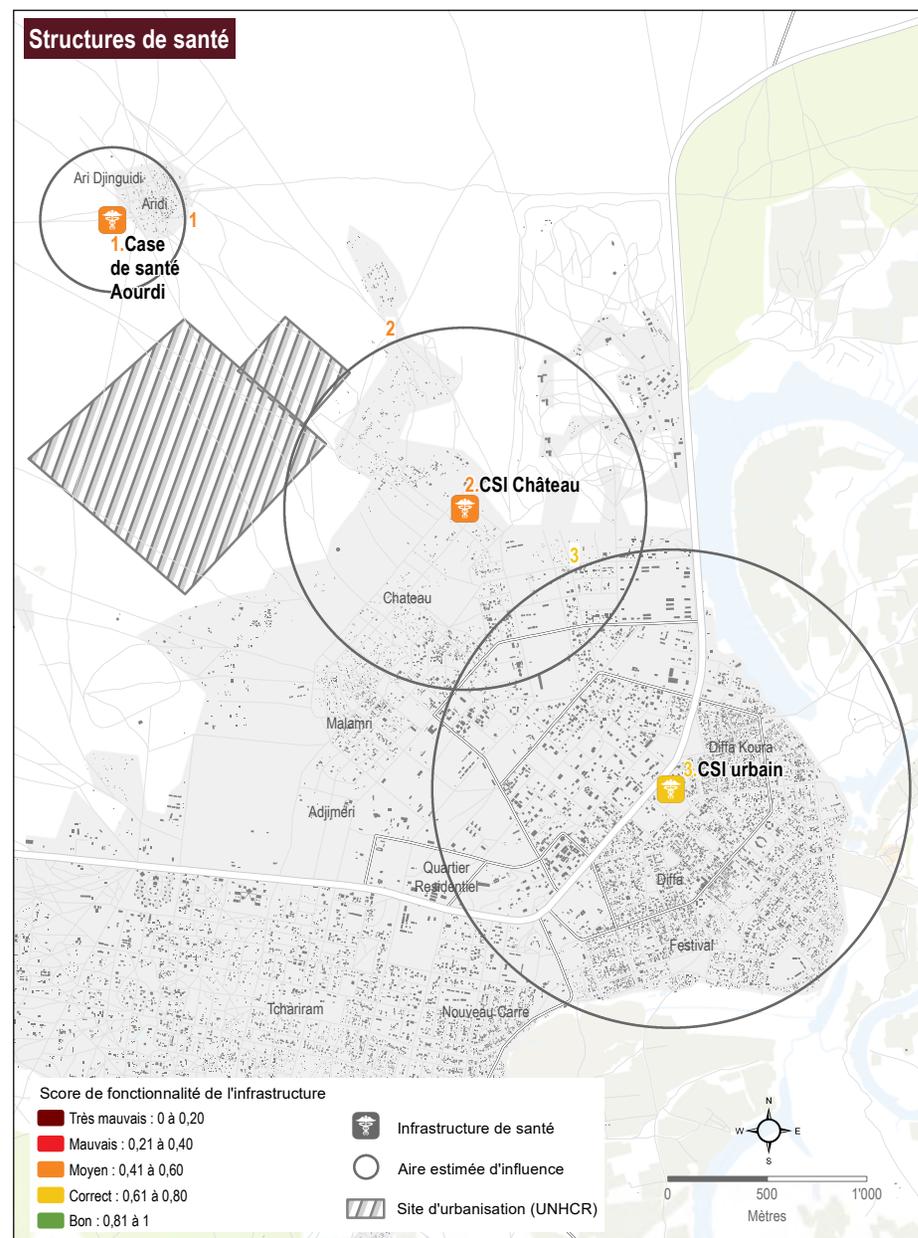
**Enjeux d'accès aux soins**

Les enquêtes auprès des usagers de ces infrastructures de soin ont indiqué que la durée de trajet allait croissante avec le niveau de fonctionnalité de l'infrastructure et la qualité des soins attendue. Ainsi, en moyenne, les usagers de la case de santé ont indiqué mettre 6 minutes pour s'y rendre depuis leur domicile, tandis que cette durée dépasse 10 minutes pour les usagers des CSI.

*Raisons principales évoquées par les usagers des infrastructures de soin pour expliquer leur choix de se rendre à une infrastructure donnée<sup>3</sup>:*

- Habitude de fréquenter ce centre **50%**
- Cette structure est la plus proche de chez moi **35%**
- Cette structure offre une bonne qualité de soin **24%**

Carte 5 : Aires d'influence moyennes des l'infrastructure sde santé rapportées comme étant régulièrement utilisées par les occupants du site urbanisé de Diffa



<sup>1</sup> Dans la mesure où le projet *Shimodu* a prévu d'intervenir en appui à des structures de santé de proximité, seuls les cases de santé et les Centres de Santé Intégrés de type 1 et 2 ont été ciblés par l'enquête de fonctionnalité. Le centre de santé Mère-Enfant et Centre Hospitalier Régional n'ont pas été enquêtés.

<sup>2</sup> Tel que définis par les Normes et standards des Infrastructures, équipements et ressources humaines du système de santé du Niger, 2016

<sup>3</sup> Les répondants pouvaient donner jusqu'à deux réponses à cette question

## Eau et assainissement

Tableau 4: Scores des points d'eau:

	Fonctionnalité	Accessibilité	Score total
Forage privé (derrière le site)	0.75	0.23	0.49
Forage privé du village Aourdi	0.75	0.40	0.58
Puit traditionnel du village Aourdi	1.00	0.40	0.70
Blader 3 du site d'urbanisation	1.00	0.47	0.73
Blader 4 du site d'urbanisation	0.75	0.23	0.49
Blader 1 du site d'urbanisation	1.00	0.40	0.70
Blader 2 du site d'urbanisation	0.75	0.47	0.61
Forage privé Maloumdi	0.75	0.40	0.58

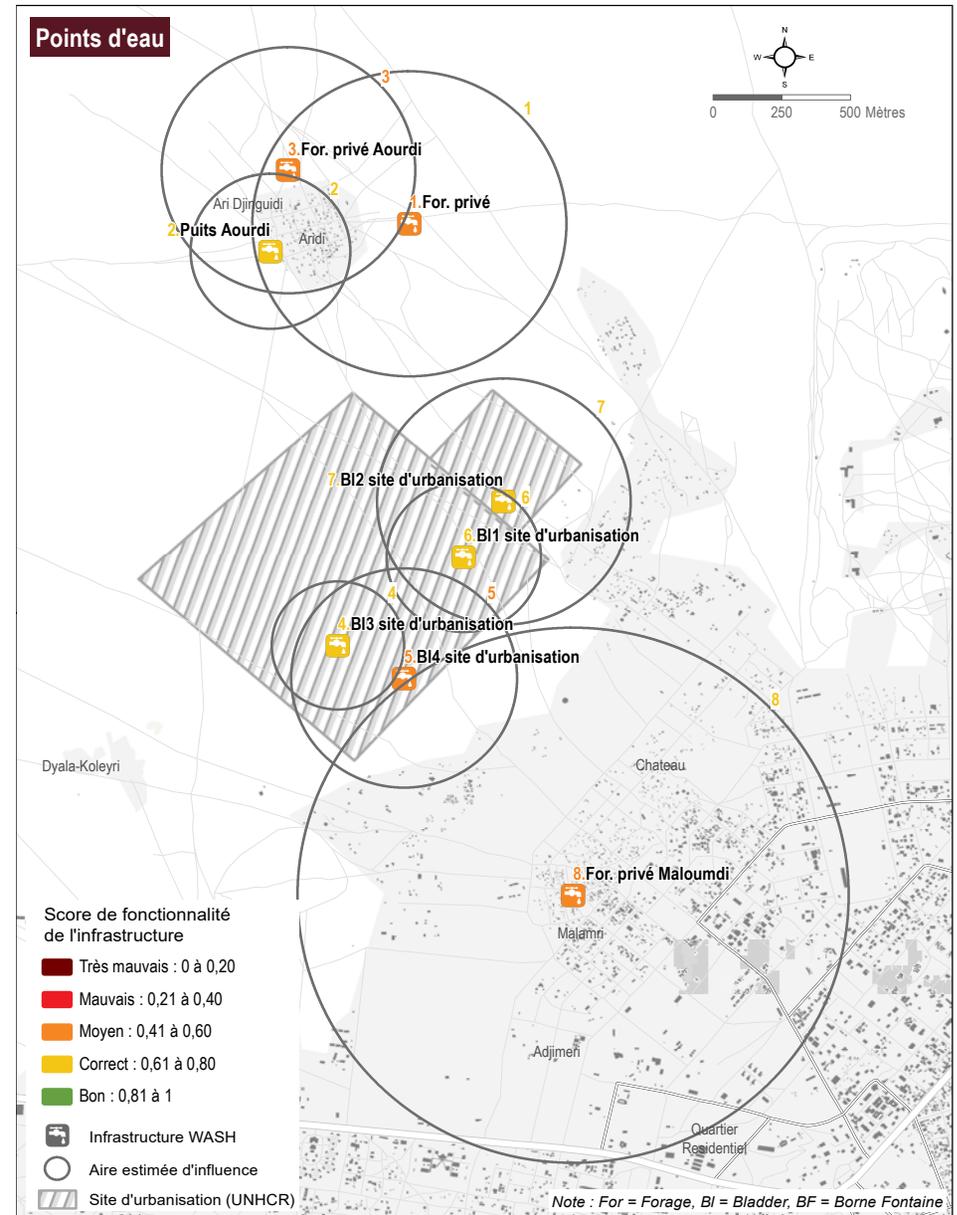
### Ouvrages hydrauliques et besoins

Au moment de l'enquête, la fourniture d'eau sur le site était assurée par 4 bladders de 10 000 litres fournissant 64 000 litres par jour. L'insuffisance de l'accès à l'eau a été régulièrement mentionnée par les occupants du site, ce qui explique qu'ils utilisent aussi des forages situés à l'extérieur du site pour s'approvisionner en eau. La mise à disposition des bladders a pour désavantage principal d'être temporaire. Les travaux d'extension du réseau de distribution d'eau de Diffa sont en cours. Les besoins en eau devraient en effet croître jusqu'à plus de 1 million de litres par jour pour répondre aux besoins quotidiens des habitants du site une fois toutes les parcelles aménagées et occupées<sup>1</sup>.

### Assainissement<sup>2</sup>

A la date de l'enquête, aucun équipement d'assainissement de base familial n'était disponible. Le projet *Kallo Tchidano* a prévu des installations d'assainissement partagé sur le site comme solution temporaire. Ceux-ci ne sont pas utilisés par tous les ménages, ce qui explique la prévalence de la défécation en plein air. L'intervention du projet *Shimodu*, à travers l'ONG ACTED, prévoit la réalisation de 1 037 latrines familiales en matériaux semi définitifs, selon une méthode qui fournit un appui technique et en matériaux aux ménages pour qu'ils réalisent eux-mêmes la construction de leurs latrines. Les 250 premières latrines sont en cours de réalisation, pour répondre aux besoins des ménages déjà installés.

Carte 6: Aires d'influence moyennes des points d'eau rapportés comme étant régulièrement utilisés par les occupants du site urbanisé de Diffa



<sup>1</sup> Calculé à partir du volume individuel quotidien de 75L recommandé en zones urbaines par le Programme sectoriel eau hygiène et assainissement et de la population totale estimée à terme sur l'ensemble des 906 parcelles du site, soit plus de 6 000 personnes, sur une base de 7 personnes en moyenne par ménage.

<sup>2</sup> Le degré de fonctionnalité des infrastructures d'assainissement n'a pas fait l'objet d'une analyse, car ce sont des latrines familiales

## Moyens d'existence

### Profils économiques et préoccupations des ménages quant à l'amélioration de leurs moyens d'existence

Les activités génératrices de revenus pratiquées par les ménages occupant le site se partagent entre les activités agricoles, le petit commerce, et le travail journalier.

Le renforcement de leurs moyens d'existence est une préoccupation majeure pour les occupants actuels du site et les bénéficiaires non encore installés. Interrogés sur les enjeux principaux éprouvés par rapport à l'économie locale, les occupants mentionnent de manière récurrente des contraintes liées à l'accès aux espaces de production et de revente de produits agricoles. Ceci traduit la prévalence des filières agricoles dans le tissu économique local. Les femmes, traditionnellement plus impliquées dans le petit commerce que dans les travaux aux champs, ont quant à elles insisté sur leurs besoins d'appui pour développer des activités génératrices de revenu propres.

Les participants à trois des groupes de discussion ont rapporté que leur situation économique s'était dégradée depuis leur installation sur le site. Parallèlement, aucun n'a indiqué une amélioration. La dégradation de la santé économique de certains ménages a été imputée à

l'impossibilité de continuer à pratiquer les mêmes activités génératrices de revenus qu'auparavant, et la difficulté de se lancer dans un nouveau commerce. L'installation sur le site a imposé en effet un changement d'activités économiques pour assurer la subsistance du ménage. Face aux contraintes propres au secteur agricole, des reconversions se sont opérées. Ainsi, des participants dans tous les groupes de discussion composés d'occupants du site de Diffa ont indiqué s'être engagés dans de nouvelles activités économiques depuis leur installation. Ils étaient trois fois moins nombreux à indiquer avoir maintenu le même type d'activités.

La plupart des activités économiques nécessitent de se déplacer du site urbanisé en ville, ce que les participants concernés par chaque type d'activité citée (petit commerce, moulin, menuiserie, espace de couture) ont mentionné comme une contrainte. A l'exception des activités de fabrication de briques, qui accompagnent le processus d'urbanisation du site et de construction de logements, le dynamisme économique du site reste à construire. L'accès au travail en ville a été cité par quatre des sept groupes de discussion. L'accès aux marchés et à l'aide humanitaire sont des motifs de déplacement fréquemment mentionnés également. L'absence d'un marché au niveau du site a été relevé de manière récurrente comme une contrainte importante aux moyens d'existence des ménages. Cette situation impose en effet des déplacements fréquents et

potentiellement coûteux en ville pour effectuer les achats du quotidien.

### Opportunités et contraintes dans le secteur agricole

#### *Activités agricoles pratiquées*

Les activités agricoles se concentrent au bord de la rivière Komadougou, tandis qu'il existe des champs pluvieux à l'ouest du site. Les cultures principales mentionnées par les participants étaient le sorgho, le niébé, le mil, la tomate, la carotte, le piment, les oignons, les poivrons et les pastèques. Les occupants du site qui pratiquent l'agriculture ont rapporté travailler des terres arables appartenant à des tiers en échange d'une partie de leur récolte. Plusieurs participants aux groupes de discussion ont néanmoins indiqué que l'implication des occupants dans le secteur du maraîchage était en baisse depuis leur installation. Ils ont imputé cela au fait que les ménages manquent de moyens pour investir dans les semences. L'élevage domestique, quant à lui, est principalement pratiqué au domicile des occupants. Il s'agit de petit élevage de pintades, de poulets et de petits ruminants, pratiqué par une minorité.

#### *Perspectives du secteur agricole<sup>1</sup>*

Si l'agriculture reste le secteur le plus porteur dans la région de Diffa, les espaces de production agricoles traditionnels ont été massivement frappés par l'insécurité.

L'accès aux terres agricoles et aux zones piscicoles du lac Tchad est en effet resté interdit jusqu'à mars 2019, et serait aujourd'hui conditionné au paiement d'une taxe par les agriculteurs/éleveurs qui souhaitent la cultiver ou y exercer des activités économiques, au bénéfice de groupes armés. Afin de re-dynamiser des activités agricoles au bénéfice des occupants des sites urbanisés, la récupération de terres dans de nouvelles zones de production accessibles et sécurisées est envisageable. Ceci implique des investissements dans des systèmes d'irrigation qui soient gérables en termes de coûts d'exploitation pour les producteurs.

La pêche est une activité en voie de redéploiement, et répond à une demande largement excédentaire. Là encore, des opportunités existent pour promouvoir une pratique de la pêche dans des marres et retenues d'eau plutôt que systématiquement sur les eaux du lit du lac Tchad. La promotion de la pêche permettrait notamment d'impliquer les femmes dans la filière, pour des activités de revente dont elles ont traditionnellement la charge.

L'élevage et l'embouche sont également considérés comme des activités porteuses, mais plus contraignantes en termes de sensibilité au contexte sécuritaire et de besoin de capitaux pour investir. La promotion de l'agriculture en dehors du centre-ville de Diffa doit s'opérer avec une grande précaution, en choisissant

<sup>1</sup> ACTED, Evaluation des opportunités économiques dans la région de Diffa, communes de Diffa, Chétimari, N'guimi et Maine Soroa, juin 2019. La méthodologie de cette étude, qui repose sur des entretiens avec des informateurs clés avec les services techniques décentralisés concernés et des opérateurs économiques locaux, a été développée avec le soutien technique de AGORA

des espaces de production n'étant pas contrôlés par les groupes armés.

Les activités de transformation de produits agricoles ont été identifiées comme des activités porteuses, car la demande, excédentaire, continue d'être alimentée par l'augmentation de la population dans la ville de Diffa. Des activités comme la transformation de produits laitiers ou de blocs à lécher représentent des opportunités qui s'appuient sur le potentiel agricole de la ville de Diffa et sur l'existence d'une clientèle locale. Ce type d'activités nécessite toutefois des investissements en capitaux et une offre de formation spécifique, qui reste à introduire et à soutenir.

### ***Opportunités économiques dans d'autres filières<sup>2</sup>***

Le petit commerce est particulièrement attractif pour les femmes et les jeunes. Ce type d'activités nécessite une capacité d'investissement qui suppose un certain niveau de capital. Des solutions d'appui à des groupements peuvent permettre d'investir dans des outils modernisés pour des activités porteuses. Les métiers de la mécanique et de la petite métallurgie ont également été cités pour les jeunes, et trouveraient des débouchés sur le marché de Diffa.

<sup>2</sup> ibid

### Disponibilité des marchés

Sur la base des ateliers de cartographie participative, trois marchés ont été évalués dans le cadre de cette étude: le marché de poivrons, le marché central de Diffa, et le marché de nuit de Guindjeri.

Depuis le début de la crise, deux des trois marchés ont vu leur activité croître, alors que le troisième (marché central de Diffa) a vu le volume de ses échanges baisser. Ces variations s'expliquent, d'après les gestionnaires des marchés, par le fait que la crise a, d'un côté, induit une augmentation de la demande de part le peuplement rapide des sites de déplacés situés au centre-ville de Diffa; et, d'autre part, mis à mal les canaux d'approvisionnement en produits agricoles et le pouvoir d'achat des ménages. Une évaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel dans la région de Diffa réalisée par REACH en juin 2019<sup>1</sup> a révélé que la majorité des commerçants de produits alimentaires des marchés de la commune de Diffa considéraient que leurs ventes avaient baissé par rapport à la même période l'année précédente.

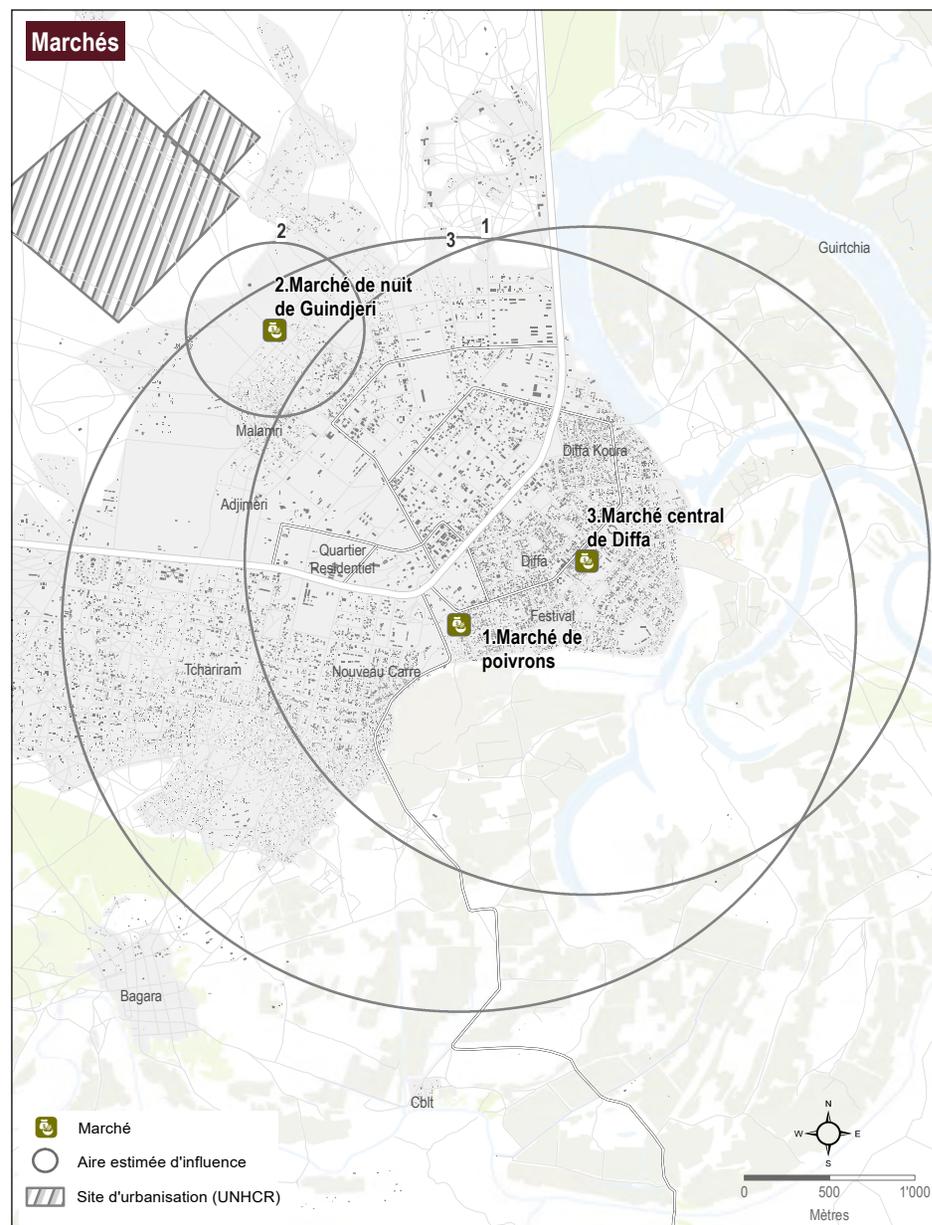
Les gestionnaires des marchés ont unanimement souligné un besoin de renforcement pour soutenir la bonne marche des échanges économiques locaux. Les besoins de réhabilitation, à la fois sur les infrastructures et les

équipements sanitaires disponibles, ont été cités par tous les gestionnaires des marchés interrogés.

### Accès aux marchés

Les occupants du site ayant participé aux ateliers de cartographie participative se sont déclarés satisfaits par l'approvisionnement des marchés de la ville de Diffa, la qualité et le prix abordable des produits. Cependant tous les participants aux groupes de discussion composés d'occupants déjà installés sur le site ont souligné que l'absence de marché était une des lacunes principales en termes d'accès aux services sur le site. Certains bénéficiaires ne s'étant pas encore installés ont indiqué que l'éloignement du site par rapport aux lieux d'échanges commerciaux de Diffa était une des raisons pour lesquelles ils ne souhaitaient pas être domiciliés sur le site, mais que cette décision pouvait changer si un marché y était ouvert.

Carte 7: Aires d'influence moyennes des marchés rapportés comme étant régulièrement utilisés par les occupants du site urbanisé de Diffa



<sup>1</sup> REACH, évaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel dans la région de Diffa, publication à venir

**Plan de priorisation des interventions à mener  
pour encadrer le développement du site urbanisé  
de Diffa**

Septembre 2019



## Introduction

### Interpréter les besoins pour construire un projet de territoire

Ce plan de priorisation des interventions est le résultat du travail de recherche et de planification consultative facilité par AGORA auprès des parties prenantes de la commune de Diffa. Partant des résultats de l'évaluation territoriale, qui offrent une lecture partagée des besoins, mais aussi des enjeux et des opportunités propres au territoire du site urbanisé, l'objectif a été de les interpréter, de les prioriser, et de construire un projet de territoire adapté aux réalités du site. Le plan de priorisation des interventions du site urbanisé de Diffa propose une feuille de route détaillée pour des interventions complémentaires au bénéfice du site et de ses occupants.

Ce document de planification stratégique est un instrument destiné à guider tous les acteurs du territoire, notamment les acteurs publics et leurs partenaires extérieurs dans le choix d'interventions urbaines. Celles-ci sont pensées de sorte à renforcer la résilience des populations occupant le site urbanisé de Diffa, ainsi qu'à favoriser durablement l'intégration du site dans le tissu urbain de la commune. Pensées par les acteurs du territoire, et pour les acteurs du territoire, les interventions prioritaires répondent à des insuffisances avérées et quantifiées en termes d'aménagement urbain, de disponibilité des services essentiels, de développement agricole et d'opportunités socio-économiques.

### Aligner les actions en faveur du site urbanisé avec les ambitions de développement communal

La Mairie de Diffa a manifesté son ambition de réviser son Plan de Développement Communal, arrivé à échéance en 2017, afin d'y intégrer la sécurité, la cohésion sociale, et l'adaptation aux changements climatiques aux priorités déjà énoncées en termes de développement socio-économique<sup>1</sup>. Le présent exercice de planification permettra donc d'alimenter l'exercice de replanification communal prévu. Le diagnostic précis des besoins au niveau du centre ville, ainsi que les recommandations énoncées dans ce plan de priorisation pourront s'insérer dans le plan d'action et d'investissement communal.

### Planifier les besoins d'investissement local à court et moyen terme

Les interventions de relèvement retenues couvrent la période 2019-2022, et ne sont qu'en partie financées. Selon les estimations de coûts qui ont pu être définies par les acteurs locaux, les besoins se chiffrent à minimum **1,000,000,000 XAF**<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Mairie de Diffa, Termes de référence relatif à la replanification du PDC de la commune urbaine de Diffa, 2019

<sup>2</sup> Il s'agit de la somme des estimations de coûts pré-identifiés par les acteurs clef du développement des sites, notamment les représentants des services techniques déconcentrés, et des organisations de l'aide qui ont participé à l'exercice. Les Plans d'Investissement Communaux ont également été consultés. Ces estimations sont données à titre indicatif, tenant compte du fait que toutes les interventions n'ont pas pu être chiffrées.

## Méthodologie

Afin d'interpréter les besoins et d'élaborer des stratégies d'interventions spécifiques, AGORA a organisé un atelier de planification participative. Tous les acteurs de mise en œuvre et de la gouvernance locale ont été invités à contribuer, ainsi que des représentants de la société civile et des communautés concernées. Les acteurs publics ont ensuite été de nouveau consultés pour enrichir et arrêter les propositions au vu des provisions actuelles du PDCR et du Plan d'Investissement Annuel (PIA), ainsi que pour arrêter les stratégies du plan de priorisation. Les budgets estimatifs sont donnés à titre indicatif.

### Une approche participative et décisionnelle

L'atelier de planification participative s'est tenu le 29 août 2019 dans la salle de réunion de la Mairie de Diffa, sous la présidence du Maire. Une cinquantaine de participants, issus du Gouvernorat, du Conseil Régional, de la préfecture, de la commune, des communautés bénéficiaires du projet d'urbanisation, des ONG actives sur le site, des agences des Nations Unies et de ses partenaires de mise en œuvre, ont participé à cet atelier. A la suite d'une présentation détaillée des résultats de l'évaluation territoriale du site et d'une discussion autour de leur interprétation, les participants se sont réunis en groupes de travail pour élaborer les plans de réponse selon leurs domaines d'expertise propres. Trois groupes de travail ont été organisés pour couvrir les aspects liés aux services sociaux de base, aux moyens d'existence et développement économique, et à l'aménagement urbain. Chaque groupe de travail a élaboré, au cours de cet exercice, un plan d'interventions opérationnel selon la matrice suivante :



Les priorités d'intervention retenues pour favoriser le développement socio-économique et urbain à long terme du site urbanisé de Diffa sont présentées dans les pages qui suivent, selon 6 axes stratégiques :

- Améliorer les conditions d'accès à l'offre éducative
- Améliorer l'accès au système de soins
- Améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement
- Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site
- Favoriser la résilience environnementale
- Favoriser l'installation durable sur le site

## Améliorer les conditions d'accès à l'offre éducative

### Besoin à couvrir : Insuffisance des infrastructures

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de 5 salles de classes à l'école Awaridi</li> <li>- Construction et équipement de 4 salles de classes à l'école Choullougare</li> <li>- Construction d'un mur de clôture pour le Centre de Formation aux Métiers (CFM)</li> <li>- Création d'un atelier agro-sylvo-pastoralisme au CFM avec hangars, mangeoires pour les animaux, pompes à motricité humaine</li> <li>- Création d'ateliers de couture, menuiserie, métallique, coiffure au niveau du CFM</li> <li>- Dotation du CES et CEG3 en tables bancs</li> <li>- Installation de dispositifs de lavage des mains au CEG3 et CES/ KO</li> </ul>	<p>Passation de marchés de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale, en collaboration avec les services techniques de l'éducation. Réalisation de travaux selon l'approche <i>cash for work</i>, en matériaux définitifs. ACTED pour la construction de 2 salles de classe. Projet PARCA pour la clôture d'établissements, constructions et réhabilitations. Projet PARCA et ACTED pour les blocs sanitaires. Autres partenaires à solliciter.</p> <p>Mairie, Direction Régionale de l'Enseignement Professionnel et Technique, projet RESILAC. Plaidoyer auprès d'autres partenaires comme UNICEF ou Plan.</p> <p>Appui des partenaires tels que COOPI, UNICEF, Plan, en lien avec les établissements concernés et les services techniques de l'éducation</p> <p>Directions Départementale et Régionale de l'Enseignement Secondaire, Conseil Régional de l'Enseignement Secondaire avec l'appui de partenaires</p>	<p>60,000,000 XAF</p> <p>48,000,000 XAF</p> <p>32,000,000 XAF</p> <p>A déterminer</p> <p>88,000,000 XAF</p> <p>25,000 XAF / table</p> <p>A déterminer</p>	<p>2020 - 2021 - à sécuriser</p> <p>2020 - 2021 - à sécuriser</p> <p>2019-2010 - planifié</p> <p>2019-2021 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2020 - à sécuriser</p>

## Améliorer les conditions d'accès à l'offre éducative

### Besoin à couvrir : Carences de l'enseignement pédagogique

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affectation / redéploiement de personnel enseignant supplémentaire au niveau des écoles primaires de Choullougare et Awaridi</li> <li>- Formation des enseignants des écoles primaires de Choullougare et Awaridi sur les thématiques suivantes: pédagogie, appui psychosocial, bilinguisme</li> <li>- Affectation/redéploiement d'enseignants supplémentaires au CES/KO et au CEG3</li> <li>- Formation des enseignants et encadreurs du CES/KO et du CEG3 sur les thématiques suivantes: pédagogie, vie communautaire</li> <li>- Dotation du CFM en matière d'œuvre pour les filières d'apprentissage suivantes: couture, menuiserie bois, métallique, mécanique rurale, plomberie, bâtiments, électricité bâtiments</li> </ul>	<p>Inspection de l'Enseignement Primaire.</p> <p>Inspection de l'Enseignement Primaire Direction Régionale de l'Enseignement Primaire. Séance de formation de 10 jours à l'attention des enseignants et suivi pédagogique des enseignants.</p> <p>Directions Régionale et Départementale de l'Enseignement Secondaire, Conseil Régional de l'Enseignement Secondaire, Inspection Générale de l'Enseignement Secondaire.</p> <p>Direction Régionale de l'Enseignement Professionnel et Technique avec l'appui de partenaires comme ACTED, projet RESILAC, UNICEF, Plan</p>	<p>A déterminer</p> <p>6,000,000 XAF</p> <p>A déterminer</p> <p>3,000,000 XAF</p> <p>A déterminer</p>	<p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019-2010 - planifié</p> <p>2019 - 2021 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2021 - à sécuriser</p>

### Besoin à couvrir : Faible fréquentation scolaire

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dotations en manuels scolaires aux CES/KO et CEG3</li> </ul>	<p>Direction Départementale de l'Enseignement Secondaire, Direction Régionale, Conseil Régional de l'Enseignement Secondaire, partenaires à solliciter.</p>	<p>5,000 XAF / manuel</p>	<p>2019 - 2020 - à sécuriser</p>

## Améliorer les conditions d'accès au système de soins

### Besoin à couvrir : Sous-dimensionnement des infrastructures et équipements sanitaires

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation du CSI au quartier Chateau</li> <li>- Transformation de la case de santé de Awaridi en CSI de type 1</li> <li>- Création d'une maternité au sein du CSI au quartier Chateau</li> <li>- Dotation de la case de santé de Awaridi et du CSI Château en consommables médicaux</li> </ul>	<p>Passation de marché de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale avec l'implication de la Direction Régionale de la Santé Publique dans le cadre du projet PARCA.</p> <p>Mairie, Direction Génie Rural, Direction Santé Publique, CSI, partenaires.</p>	<p>83,260,000 XAF</p> <p>90,000,000 XAF</p> <p>30,000,000 XAF</p> <p>A déterminer</p>	<p>2020 - 2021 - planifié</p> <p>2020 - 2021 - planifié</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2020 - à renforcer</p>

### Besoin à couvrir : Lacunes en personnel de soin

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affectation d'une sage-femme au CSI du quartier Château</li> </ul>	<p>Mairie, Direction Santé Publique, CSI. Plaidoyer auprès des services techniques et du gouvernement.</p>	<p>A déterminer</p>	<p>2019 - 2020 - à sécuriser</p>

## Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement

### Besoin à couvrir : Insuffisance des infrastructures hydrauliques

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension de réseau avec 6 Bornes Fontaines (BF) et branchements publics</li> <li>- Mise en place d'un système de branchements privés dans les concessions là où les canalisations sont disponibles</li> </ul>	<p>Mise en place d'un système de gestion déléguée avec la Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN) et l'appui du HCR et le concours de la Mairie et de la Direction Régionale/Départementale de l'Hydraulique et Assainissement.</p> <p>Mise en place d'une police d'abonnements par la SEEN.</p>	<p>25,560,000 XAF</p> <p>135,000,000 XAF</p> <p>120,000 XAF / branchement</p>	<p>2019 - 2020 - en cours</p> <p>2020 - 2022 - planifié</p> <p>2019 - 2021 - à sécuriser</p>

### Besoin à couvrir : Insuffisance des infrastructures d'assainissement

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 1037 latrines familiales selon l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)</li> <li>- Construction des latrines communautaires dans les lieux publics</li> <li>- Distribution de kits d'hygiène familiale aux ménages et sensibilisation à leur utilisation</li> </ul>	<p>Appui d'ACTED aux communautés en collaboration avec les Comités régional et départemental de l'ATCP et les Directions Régionale et Départementale de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DRHA et DDHA) et la Direction Départementale du Génie Rural</p> <p>ACTED, en partenariat avec la Mairie et la Direction Départementale de l'Hydraulique</p>	<p>40,000,000 XAF / latrine familiale</p> <p>4,000,000 XAF / latrine publique</p> <p>A déterminer</p>	<p>2019 - en cours</p> <p>2019 - 2021 - en cours</p> <p>2019 - 2022 - en cours</p>

## Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site

Besoin à couvrir : Moyens de production et de transformation agricole insuffisants

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
- Récupération de terres dégradées et réalisation de demi-lunes	Mairie, service communal de l'environnement, appui de Concern pour la réalisation de l'activité en <i>cash for work</i>	450 XAF / demi lune	2020 - 2022 - à sécuriser
- Aménagement de sites de maraîchage	Identification des espaces, réalisation des travaux d'aménagement comprenant un système de petite irrigation, avec forage et pompe immergée, champ solaire et clôture	3,500,000 XAF / Ha	2020 - 2022 - à renforcer
- Distribution d'intrants agricoles	Mairie et Direction Départementale de l'Agriculture avec l'appui de WHH	A déterminer	2019 - 2022 - à renforcer
- Distribution de semences améliorées aux producteurs		A déterminer	2019 - 2022 - à renforcer
- Formation de 40 brigadiers en techniques agricoles, protection des végétaux, techniques culturales et dotations en kits		A déterminer	2019 - 2022 - à renforcer
- Promotion du jardinage potager dans les concessions	Introduction par Concern de dispositifs de sacs potagers et d'accompagnement des bénéficiaires, en lien avec la Mairie et la Direction Départementale de l'Agriculture, WHH, Concern, projet PARCA	6,600 XAF / bénéficiaire	2019 - 2022 - à renforcer
- Plantation d'arbres fruitiers sur le site	Distribution de plants et formation aux techniques de plantation par Concern en lien avec la Mairie, la Direction Départementale de l'Agriculture, les Directions Régionale et Départementale Environnement, et le Service Communal de l'Environnement	A déterminer	2019 - 2020 - en cours
- Plantation d'arbres d'espèce neem sur le site en alignement sur les voies avec 7 mètres d'espacement entre deux arbres		500 XAF / plant	2020 - 2022 - en cours
- Création d'une unité de transformation des produits agricoles	Marchés de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale, mise en place et formation du comité de gestion, mise en place des équipements par la Mairie, la Direction Départementale de l'Agriculture avec le soutien des partenaires	40,000,000 XAF	2020 - 2022 - à sécuriser

## Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site

Besoin à couvrir : Moyens dédiés à l'élevage, l'aviculture et la pisciculture insuffisants

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'une ferme avicole de 1 Ha avec clôture, grillage, 4 poulaillers, magasin de stockage des aliments, case pour un gardien.</li> <li>- Reconstitution du cheptel</li> <li>- Réalisation de mini campagnes de vaccination et déparasitage</li> <li>- Vente d'aliments à bétail à prix modérés</li> <li>- Promotion des techniques de l'embouche</li> </ul>	<p>Mairie avec l'appui de partenaires et de la Direction Départementale de l'Elevage</p> <p>Distribution de kits petits ruminants aux ménages par WHH et Concern en collaboration avec les services techniques de l'élevage</p> <p>Plaidoyer auprès des partenaires pour la mise en place d'un mécanisme de vente à bas prix des aliments pour bétail avec la FOA, la Mairie, la Direction Départementale de l'Elevage et d'autres partenaires</p> <p>WHH avec la Direction Départementale de l'Elevage</p>	<p>42,000,000 XAF</p> <p>30,000 XAF / tête</p> <p>100 XAF / déparasitage</p> <p>4,000 XAF / sac de 50 kg</p> <p>A déterminer</p>	<p>2019 - 2020 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à renforcer</p> <p>2019 - 2022 - à renforcer</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2020 - 2022 - à renforcer</p>

## Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site

### Besoin à couvrir : Insuffisance des infrastructures de commerce

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un marché de 1 Ha sur le site avec:               <ul style="list-style-type: none"> <li>5 hangars</li> <li>1 petit magasin</li> <li>4 blocs de latrines</li> </ul> </li> </ul> <p>Construction de boutiques coopératives sur le site</p>	<p>Mairie et chefferie traditionnelle pour l'identification du site, marché de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale, mise en place d'un comité de gestion avec le soutien du Conseil Régional, du Comité Diffa N'gla, des associations des jeunes et femmes et l'appui des partenaires extérieurs.</p> <p>Mairie et chefferie traditionnelle pour l'identification du site, marché de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale, mise en place d'un comité de gestion</p>	<p>28,000,000 XAF 30,000,000 XAF 7,000,000 XAF 16,000,000 XAF</p> <p>7,000,000 XAF / boutique</p>	<p>2019 - 2021 - à sécuriser</p> <p>2020 - 2022 - à sécuriser</p>

### Besoin à couvrir : Difficultés d'accès à l'entrepreneuriat féminin

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui aux femmes pour le développement d'activités génératrices de revenus et l'exercice de petits commerces</li> </ul>	<p>Appui en cash, formation aux techniques du petit commerce, formation des groupements et suivi par des partenaires en collaboration avec la Mairie, et la Direction Départementale de la Promotion de la Femme</p>	<p>A déterminer</p>	<p>2020 - 2022 - à renforcer</p>

## Renforcer les infrastructures publiques du site

### Besoin à couvrir : Absence d'électrification

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension du réseau électrique de la ville au site</li> <li>- Mise à disposition des panneaux solaires</li> </ul>	<p>Réalisation d'une étude de faisabilité et élaboration d'un plan d'action incluant la mise en place d'un système de gestion avec la NIGELEC Plaidoyer auprès des partenaires de développement.</p> <p>ACTED prend en charge la mise en place de panneaux solaires sur certains équipements socio-collectifs.</p>	<p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p>	<p>2021 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2021 - 2022 - à sécuriser</p>

### Besoin à couvrir : Absence d'un mécanisme de protection face aux incendies

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation de brigadiers anti-feu sur le site</li> <li>- Organisation de sensibilisations aux causes des incendies pour les occupants du site</li> </ul>	<p>Service Communal de l'Environnement et Protection Civile avec l'appui de partenaires</p>	<p>A déterminer</p> <p>300,000 XAF</p>	<p>2019 - 2020 - à sécuriser</p> <p>2020 - 2021 - à sécuriser</p>

## Renforcer les infrastructures publiques du site

### Besoin à couvrir : Manque d'équipements collectifs récréatifs

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation du stade municipal et la MJC de Diffa avec reprise du podium en gazon, réfection des sanitaires et des vestiaires, création d'une case de passage pour les joueurs, extension et équipement du foyer féminin Awa Dawa</li> <li>- Construction de hangars multifonctions sur le site</li> <li>- Construction d'un complexe sportif et culturel de 3 Ha sur le site, avec sous bassement en ciment et clôture en grillage</li> </ul>	<p>Marché de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale avec la Direction de Génie Rural, la Direction Sport et Culture et l'appui de partenaires</p> <p>Mairie et Direction de Génie Rural avec l'appui des partenaires. ACTED réalise 1 hangar.</p> <p>Marché de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale avec la Direction de Génie Rural, la Direction Sport et Culture et l'appui de partenaires</p>	<p>A déterminer</p> <p>7,000,000 XAF / hangar</p> <p>70,000,000 XAF</p>	<p>2020 - 2021 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2020 - en cours</p> <p>2020 - 2022 - à sécuriser</p>

## Favoriser la résilience environnementale

### Besoin à couvrir : Insalubrité publique

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets avec des dépotoirs publics, ramassage, gestion et mécanisme d'enfouissement</li> <li>- Réalisation de campagnes de sensibilisation pour la salubrité publique</li> </ul>	<p>Appui d'ACTED pour la mise en place des équipements, la dynamisation du service d'assainissement de la commune et mise en place des comités locaux de salubrité</p>	<p>20,000,000 XAF / an</p>	<p>2019 - 2022 - en cours</p>